



Cultivons la ville

Agriculture urbaine et jardinage social

Ce matin, Marcelo passera quelques heures dans son « organopónico », jardin hors-sol, au cœur d'un vieux cinéma en ruine de la Havane.

Olga récoltera quelques salades semées à même un sac de terreau éventré sur le balcon de son appartement de Saint Petersburg.

Wole, lui, grattera le sol rouge de son jardin, le long d'un boulevard de Lagos.

Angela viendra partager avec d'autres femmes le fruit de leur travail dans leur jardin collectif de Montréal.

Toutes ces personnes ont un point commun : elles pratiquent une forme ou une autre d'agriculture urbaine. Pour améliorer leur quotidien, pour se réinsérer à la société ou tout simplement pour survivre.

Produire de la nourriture à l'intérieur des villes, c'est possible : cela se fait d'ailleurs depuis la nuit des temps. Avant que la mécanisation et le développement des transports ne repoussent les exploitations agricoles loin des centres urbains, les citadins s'alimentaient en majorité à proximité ou même à l'intérieur des villes. Aujourd'hui dans un monde où les villes concentrent une grande partie de la pauvreté, l'agriculture urbaine est un moyen de lutter contre la précarité et l'exclusion. Parfois bannie des villes pour des raisons de salubrité l'agriculture urbaine est encouragée et institutionnalisée dans un nombre croissant de métropoles.

SAVIEZ VOUS QUE sur une surface de quelques mètres carrés, une famille, peut assurer l'essentiel de son approvisionnement en légumes frais pendant 6 mois (plus quelques conserves pour l'hiver)?

SAVIEZ-VOUS QU'EN apprenant à des personnes en situation précaire à jardiner, on leur apprend aussi à mieux s'alimenter, à mieux consommer, à mieux s'intégrer à la société et à moins dépendre du dépannage alimentaire?

SAVIEZ VOUS QUE certaines villes produisent, à l'intérieur de leur limites, jusqu'à 50% de leurs besoins en légumes frais?

SAVIEZ VOUS QU'IL existe de multiples formes de jardinage à vocation sociale, partout à travers le monde?

SAVIEZ VOUS QUE l'on retrouve ces différentes formes de jardinage à Montréal et qu'elles se développent rapidement?

Cette édition des *Gestes plus grands que la panse* est consacrée à l'agriculture urbaine comme outil de sécurité alimentaire et de développement social et comme alternative concrète au dépannage alimentaire.

À vos brouettes!

Viva la huerta¹!

À Cuba, au moment de la chute du bloc soviétique, les approvisionnements en engrais, en pesticides et en herbicides provenant de l'ex-URSS ont chuté brutalement, mettant le pays dans une situation critique et obligeant les autorités à revoir leurs méthodes d'approvisionnement en produits maraîchers.

À la Havane, les autorités ont mis en place des mesures pour soutenir l'agriculture urbaine. Plusieurs initiatives ont été expérimentées avec succès et servent aujourd'hui de modèle à d'autres métropoles du monde.

- Une politique d'usufruit sur les terrains vacants : les autorités permettent aux habitants de mettre en culture des espaces publics vacants, parfois très petits, afin de favoriser l'auto-production alimentaire.
- Le développement des *organoponicos* : zones de maraîchage urbain en culture hors-sol rudimentaire.
- L'encouragement des *autoconsumos* : potagers collectifs rattachés à différents organismes, entreprises, institutions; le jour, les employés consacrent du temps au jardinage en vue d'approvisionner la cantine de l'établissement.
- L'autorisation des petits marchés improvisés ou les citadins peuvent vendre leur production.
- La création de 15 magasins de quartier où l'on peut se procurer semences, outils, compost, conseils.

Aujourd'hui 50% des produits maraîchers consommés par les habitants de la Havane sont produits intra-muros, dans 8000 jardins!

¹ Huerta : grand jardin potager

Jardiner pour manger mieux et lutter contre l'exclusion

Qu'elle soit spontanée (jardins guerrilla...) ou organisée (jardins animés...) l'agriculture urbaine est d'abord un outil de sécurité alimentaire. Cette production d'aliments en milieu urbain répond à différents niveaux de besoin alimentaire : elle assure un complément alimentaire de qualité ou bien elle permet de fournir une alimentation de base là où la pauvreté est extrême.

L'agriculture urbaine offre aussi des réponses pertinentes aux problèmes d'exclusion sociale, de marginalité, de violence urbaine, de santé publique. Le potager se montre un formidable outil d'éducation formelle et informelle et de développement local permettant d'intervenir sur différentes problématiques sociales urbaines.

Enfin, élément non négligeable, le jardin est un espace de loisir, de détente, de plaisir et cette dimension contribue à son efficacité comme outil de développement social.

Ce triangle sécurité alimentaire – développement social – plaisir est la clef du succès grandissant du jardinage à vocation sociale dans les zones urbaines où se concentrent la pauvreté et l'exclusion. Un succès tel, que l'on assiste dans différents pays à la mise en place de politiques institutionnelles de soutien à l'agriculture urbaine (voir l'exemple de Cuba; on trouve également ce type de politiques en France, aux États-Unis et dans de nombreuses métropoles du Sud).

Du jardinage communautaire au jardinage social...

En Amérique du Nord, Montréal se distingue par son infrastructure de jardins communautaires gérés par la municipalité. On dénombre pas moins de 75 jardins pour un total de 6000 lots de 200 pieds carrés. Le succès de ces jardins est tel que dans certains quartiers, il faut s'y prendre longtemps à l'avance pour accéder à une



parcelle. Cette forme de jardinage individuel, et plus axé sur le loisir et la détente, s'est maintenue au cours des 25 dernières années et c'est au milieu des années 90 que l'on entendra parler d'une forme de jardinage beaucoup plus axée sur le développement social et la sécurité alimentaire. En 1996, l'équipe d'Éco-initiatives dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce développe un projet de potager collectif d'insertion axé sur le développement de l'autonomie alimentaire, à destination de la clientèle de la banque alimentaire du quartier. Le jardin Cantaloup verra le jour au printemps 1997 sur un terrain prêté par le YMCA du quartier.

Les obstacles sont alors nombreux, notamment en ce qui concerne le financement. En effet cette forme de jardinage doit démontrer son utilité et son originalité par rapport aux jardins communautaires traditionnels, bref, elle doit faire ses preuves. De plus, les objectifs croisés de sécurité alimentaire, d'insertion sociale et d'éducation environnementale ne répondent pas facilement aux critères d'attribution des financements alors disponibles. Pourtant, ces expériences ont produit des résultats concrets, d'abord pour une clientèle en situation de rupture sociale et de dépendance au dépannage alimentaire. D'autres impacts intéressants (et parfois imprévus) apparaissent : échanges interculturels, amélioration du cadre de vie du

quartier, concertation locale entre groupes actifs dans le domaine de la sécurité alimentaire.... Éco-initiatives gère aujourd'hui un réseau de 4 jardins collectifs, 15 jardins-partage et une mini-serre urbaine, et bientôt un jardin-terrasse sur le toit du YMCA Notre-Dame de Grâce.

Malgré les obstacles liés au financement et à l'accès aux terrains, ce type de jardinage est en croissance à Montréal. Dans le quartier Pointe Saint-Charles, au sein de l'École Jeanne Leber, la Cuisine des

Parents a démarré en 1998 un potager semi-collectif, le Club des petits jardiniers dont la production sert à alimenter la cantine de l'école tout en faisant découvrir aux enfants et à leurs parents les joies du jardinage. L'été dernier, dans Côte-des-Neiges sont apparus plusieurs petits jardins, dont le jardin des Ormes sur la Coopérative d'habitations Goyer, et sur le Plateau Mont-Royal, le groupe Éco-action a lancé, avec succès, quatre jardins collectifs sur les terrains d'un ensemble H.L.M.,

d'une école, d'un centre d'éducation populaire et d'une maison de retraite.

Le maraîchage d'insertion à l'emploi est aussi présent sur l'île de Montréal grâce aux activités de la ferme écologique du Cap Saint-Jacques qui forme une soixantaine de jeunes par année. Il faut également mentionner la présence de plusieurs projets de jardinage collectif biologique à l'extérieur de l'île de Montréal, dont les jardins collectifs de la Croisée de Longueuil qui existent depuis 1997 et les jardins coopératifs de Chambly en activité depuis 1998.

Cultiver la solidarité

C'est le nom d'un projet réalisé par Éco-initiatives avec le soutien de la Direction de la santé publique Montréal-Centre durant l'hiver 2000-2001.

Il s'agissait à la fois de promouvoir l'agriculture urbaine auprès des organismes communautaires mais également d'inciter les « débloqueurs » (propriétaires de terrains, institutions, gouvernements...) à encourager et faciliter le développement de jardins sur leurs terrains. Ses réalisations :

La visite du Jardin collectif Cantaloup d'Éco-initiatives en octobre 2000 : une matinée de présentation des bénéfices et des enjeux de l'agriculture urbaine pour les intervenants communautaires de la région. Trente personnes dont le Maire de Montréal ont participé à cette visite.

La réalisation d'un documentaire *Cultiver la Solidarité* : présente plusieurs projets montréalais et résume les principaux enjeux de l'agriculture urbaine comme outil de sécurité alimentaire et de développement social. Cette vidéo, réalisée par la documentariste Ève Lamont, est disponible au bureau d'Éco-initiatives, (514) 484 0223.

La journée des charrettes : le 23 mars 2001, 50 personnes se sont retrouvées par petits groupes à travailler sur des simulations de projets d'agriculture urbaine. Cette formule s'inspire de la tradition des charrettes, où les travaux pratiques des groupes d'étudiants en architecture doivent se réaliser en groupe et dans un temps limité à partir de situations réelles.

Posez vos questions sur internet!

Un forum de discussion vient d'être créé sur internet : il est conçu pour soutenir les initiatives en cours en offrant à tous les organismes qui le souhaitent la possibilité de poser des questions ou de partager leur expérience. Pour s'inscrire, il suffit de suivre les instructions que vous trouverez au :

<http://www.eco-initiatives.qc.ca/french/fnew.html>



Photo : Jean-Marie Chapeau

Quelques définitions

Il peut être communautaire, collectif, éducatif, animé ou spontané... petit glossaire du jardinage social.

Agriculture urbaine : il s'agit de l'ensemble des activités de production d'aliments en milieu urbain. Ce terme est le plus souvent utilisé pour définir les projets de jardinage et de maraîchage à vocation de sécurité alimentaire ou à vocation de développement social, ou tout simplement l'auto-production d'aliments pour sa propre consommation.

Jardinage social ou jardinage à vocation sociale : ce terme englobe les différents types de jardinage ayant un objectif social, par rapport à un jardinage de loisir ou d'agrément. Le jardinage devient à la fois un outil de production alimentaire mais aussi un outil d'intervention sociale.

Jardins animés : autre façon de qualifier les jardins à vocation sociale, au sein desquels les jardiniers sont accompagnés par des animateurs ou des formateurs.

Jardins-partage : des particuliers prêtent leur cour arrière afin que des bénévoles viennent y entretenir de petits potagers.

Jardins d'insertion, maraîchage d'insertion : jardins ayant un objectif d'insertion sociale ou d'insertion à l'emploi. Ils peuvent être collectifs ou à parcelles individuelles, les jardiniers sont encadrés et formés.

L'apprentissage de la citoyenneté

Aider des personnes en situation d'exclusion à retrouver leur dignité, à reprendre le contrôle de leur vie, à redevenir des citoyens à part entière, c'est le défi que relèvent bon nombre de projets de jardinage à vocation sociale.

Développer l'autonomie

Tout d'abord le jardin permet de développer un sentiment d'autonomie, autonomie réelle (« je produis moi-même une partie de ma nourriture ») et symbolique (« je m'affranchis des lourdeurs liées à ma situation précaire, des contraintes imposées par un système qui m'exclut... »).

« Le jardin permet donc de consommer autrement, d'échapper au « ghetto » de la nourriture pour pauvres. Pouvoir effectuer des choix là où il n'y avait que des contraintes est une dimension importante de l'autonomie sur laquelle les jardiniers insistent beaucoup. »¹

Ce sentiment d'autonomie apparaît très tôt dans le processus d'apprentissage des jardiniers, par exemple à l'occasion d'une première récolte, même limitée (une poignée de radis, très tôt dans la saison). Il s'accompagne de sentiments de fierté et de confiance en soi et de confiance dans le groupe au sein d'un jardin collectif. Ces sentiments sont d'autant plus forts qu'ils suivent une période assez longue – notamment pour les personnes qui jardinent pour la première fois – d'attente et de doute : il se déroule en effet quelques semaines entre l'ouverture du jardin et la première récolte.

Une appropriation collective

Apparaît ensuite l'appropriation. Une des manifestations de l'exclusion sociale urbaine c'est la perte de « points de repères citoyens », de lieux fédérateurs ou l'on revient de façon régulière pour y exercer une activité sociale : école, travail, activité de loisir, activité communautaire... Or le jardin joue très bien ce rôle auprès de clientèles en situation d'isolement social : espace ouvert, neutre (on s'y sent jardinier plutôt que « clientèle »), mais également fragile (il faut le protéger) et parfois capricieux (le comprendre devient un privilège). Il s'y développe un sentiment d'appartenance partagée, un sentiment de propriété collective qui facilite les échanges au sein du groupe de jardiniers mais également entre les jardiniers et le reste de la communauté.

L'empowerment

Vient enfin le moment où les jardiniers transposent les valeurs acquises au sein du jardin à l'échelle de leur vie sociale, c'est l'étape de l'empowerment, la prise de conscience du pouvoir que l'on a sur sa vie et dans la société. D'ailleurs les jardiniers sont souvent plus conscients des bénéfices qu'ils procurent à la communauté que de ceux touchant leur propre personne. En prenant conscience de ce pouvoir, les jardiniers réintègrent leur rôle de citoyens, ils redeviennent acteurs de la cité. De quel pouvoir parle-t-on? Celui de partager, celui de prendre des décisions qui vont avoir un impact sur le groupe, le pouvoir de s'impliquer dans des groupes communautaires du quartier, le pouvoir d'intervenir sur le paysage urbain, d'y laisser sa marque, celui de consommer différemment, le pouvoir d'aider et celui d'aller chercher de l'aide...

¹ *Jardinage et développement social*, Daniel Cézuelle, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 1999.

Une île, une ville... des jardins!

L'obstacle majeur au développement de jardins à vocation sociale, c'est la disponibilité des terrains. La pression immobilière limite l'accès à des terrains déjà rares et menace constamment les projets existants. L'exemple récent d'une centaine de jardins de New-York menacés par les projets immobiliers de la municipalité en est la preuve. Les coûts de décontamination des parcelles polluées sont également un facteur limitant.

Pourtant une ville comme Montréal ne manque pas d'espaces cultivables, même dans les quartiers les plus denses (abords d'églises, portions de parcs, ruelles, terrains de HLM, cours d'écoles) et les toits représentent un gisement de jardins encore non exploité.

L'intégration d'une politique d'agriculture urbaine dans le cadre d'une politique plus large et volontaire de sécurité alimentaire (à l'instar de la nouvelle charte sur la sécurité alimentaire de Toronto) pourrait contribuer au développement durable de la future nouvelle ville. Cette politique prendrait de surcroît toute sa valeur en impliquant de façon active les groupes intervenant en sécurité et/ou en dépannage alimentaire, les propriétaires de terrains, les travailleurs sociaux, les CLSC...

Voici donc quelques pistes à explorer :

Favoriser la mise à disposition de terrains publics, institutionnels (hôpitaux, églises, écoles) et privés. A cet effet les pouvoirs municipaux pourraient offrir directement des espaces cultivables (le projet de conversion des églises en mairies d'arrondissement serait une belle opportunité pour le développement de petits potagers collectifs; en effet, celles-ci sont souvent dotées de terrains suffisamment spacieux pour y cultiver quelques pieds de tomate...), mais également intégrer l'agriculture urbaine aux outils de planification urbaine existants comme cela se fait dans d'autres métropoles.

La nouvelle ville pourrait participer à des partenariats avec des institutions (désasphalage de cours d'écoles...) ou développer des incitatifs en direction des propriétaires privés des nombreux lots vacants qui parsèment les quartiers de Montréal.

Développer des objectifs de sécurité alimentaire dans les jardins communautaires traditionnels : mise à disposition de parcelles collectives, attribution de parcelles à des groupes communautaires, récupération des surplus...

Quelques définitions

Potager éducatif : un jardin utilisé à des fins pédagogiques (éducation à l'environnement, à la nutrition...), on y retrouve les jardins d'école où les activités potagères s'inscrivent dans le curriculum.

Jardin guerrilla ou spontané : terrain vacant utilisé sans autorisation par une personne ou un groupe, il en existe plusieurs à Montréal... à vous de les trouver!

Jardins ouvriers : jardins communautaires à parcelles individuelles, de tradition plus ancienne et très répandus en Europe, ces jardins sont en général assez vastes, 10 X 20 mètres, équipés de cabanons et clôturés.

Jardin collectif : tenue maraîchère ou potager cultivé par un groupe de personnes. La plupart des jardins collectifs ont un objectif social et s'adressent à des clientèles ciblées : personnes sans abri, personnes en réinsertion sociale... La dimension collective permet d'y effectuer un travail d'animation, d'éducation ou de formation auprès de ces clientèles.

Jardinage communautaire : le terme évoque différentes réalités selon l'endroit où l'on se trouve; à Montréal on pense surtout aux jardins où les citoyens viennent jardiner de façon individuelle sur de petites parcelles qui leur sont attribuées.



Photo : Jean-Marie Chapeau

Un jardin à vocation sociale à Montréal, qu'est-ce que ça mange en hiver?

Loin d'être une activité saisonnière qui accueille sa clientèle dans les six mois que dure la belle saison, le jardin fournit un grand nombre d'activités tout au long de l'année, dans lesquelles les participants peuvent s'impliquer.

En octobre, aux premiers gels, toutes les tomates vertes sont récoltées et transformées en ketchup. Certains légumes (choux tardifs, poireaux, céleris raves...) peuvent être récoltés bien après les premiers gels...et même sous la neige!

Le mois de novembre est consacré à la fermeture et au nettoyage des jardins ainsi qu'au tri et au conditionnement des semences récoltées.

En décembre, on commande les semences et on planifie la saison suivante.

L'hiver est également le temps pour les jardiniers de se retrouver dans un contexte différent, de faire le point sur leur expérience, de participer à une cuisine collective et de participer à la promotion des projets.

De janvier à avril, c'est la période du recrutement des nouveaux jardiniers, c'est aussi le moment des semis intérieurs (dans une serre ou dans un local aménagé à cet effet). La maintenance des semis se prolonge jusqu'à l'ouverture des jardins mi-avril. On en profite également pour planifier les plates-bandes avec la nouvelle équipe de jardiniers.



Photo : Jean-Marie Chapeau

Étudier la faisabilité technique et les impacts sociaux et environnementaux du jardinage sur les toits. Dans plusieurs villes d'Allemagne les règlements d'urbanisme obligent tout nouveau bâtiment industriel à comporter un jardin terrasse sur son toit. De même en Suisse, à certains endroits, chaque nouvel immeuble doit restituer sur le toit un espace vert équivalent à la surface occupée au sol.

Une étude récente de la firme d'architectes Weston à Chicago a calculé qu'en verdissant l'ensemble des toits de la ville, on économiserait 100 millions \$US par année en énergie. La demande en électricité aux heures de pointe serait réduite de 720 mégawatts, l'équivalent de plusieurs centrales à charbon ou d'une petite centrale atomique.

Pour en savoir plus...

Vous pouvez télécharger la bibliographie complète ainsi que les adresses Internet des sites ayant servi à la rédaction de cette édition des *Gestes plus grands que la panse* : www.eco-initiatives.qc.ca/bibliogestes.doc

De nombreuses variétés potagères peuvent se contenter d'une profondeur de sol très limitée, et il existe des techniques de culture (culture hydroponique, culture en bacs...) qui permettent d'exploiter avantageusement les toits-terrasses.

Mettre en place des programmes de financement et de formation destinés aux groupes actifs en dépannage alimentaire afin qu'ils puissent proposer des jardins collectifs à leur clientèle.

Repenser les espaces verts urbains. À titre d'exemple, une expérience intéressante s'est déroulée à Nantes dans l'Ouest de la France : le parc-potager de la Fournillière. Il s'agit d'un vaste terrain en attente d'aménagement, sur lequel des personnes en situation précaire, issues de différentes communautés culturelles avaient installé au fil des ans des potagers spontanés. La municipalité, dans le cadre d'une politique volontaire de développement des jardins à vocation sociale, a décidé de concevoir un espace vert public autour de la thématique du jardin potager et ceci sans « exproprier » les jardiniers concernés et en conservant la trame originelle des parcelles spontanées. En faisant appel à des architectes-paysagistes et des sociologues, la municipalité est parvenue à créer un parc urbain ouvert sur la ville et mettant en scène la diversité des pratiques potagères nouvelles et anciennes.

Impacts sur l'individu et sur la société

Meilleure alimentation

Une famille participant à un jardin collectif urbain peut, pendant 6 mois, avoir accès à un complément alimentaire frais, biologique, de bonne qualité gustative et nutritive (jusqu'à 10 kg par semaine). La diversité des légumes, herbes et fruits sortant d'un jardin permet de développer sa connaissance des goûts et des saveurs, des modes de préparation et de conservation et a une influence directe sur la façon dont les personnes vont s'alimenter par la suite (même après avoir quitté le jardin). La plus-value de l'auto-production est encore plus importante pour les familles ayant de jeunes enfants.

Accès à une nourriture biologique à bon marché

Les jardins urbains permettent de démocratiser l'accès à la nourriture cultivée selon les principes de la culture biologique, sans concurrencer les boutiques d'aliments biologiques (qui ne s'adressent pas aux mêmes cibles de clientèle).

Santé physique

Une personne de 150 livres va brûler environ 340 calories par heure de jardinage. La diversité des tâches et des modes de culture permet à des personnes de différentes conditions physiques de participer à une activité de jardinage (plates-bandes rehaussées pour les personnes à mobilité réduite...).

Relations humaines

Le jardin offre des moments d'échange et de communication dont vont pleinement bénéficier les personnes en situation d'isolement : planification, résolution de problèmes, fête des récoltes, pique-nique, visites guidées.

Respect des règles et sens des responsabilités

Dans une perspective de réinsertion sociale ou d'insertion à l'emploi, le jardin est un bon terrain d'apprentissage, en douceur, du respect des codes et des règles

de la vie en société (notamment en milieu de travail...) et du sens des responsabilités. Certaines tâches doivent être effectuées de façon précise à des moments déterminés, afin de pouvoir profiter du fruit de son travail. En suivant des règles imposées par la nature, on réapprend à respecter les règles de la vie en société.

Croissance personnelle, valeurs

Le jardinage donne la possibilité de communiquer, de reprendre confiance en soi (résultats concrets et valorisant d'un travail), de remettre en perspective de façon réelle et symbolique certaines valeurs qui caractérisent la société dans laquelle nous vivons : à l'impératif de rapidité et de résultat immédiat, le jardin oppose, le respect du temps, la patience, la planification, la progression étape par étape; à la nécessité de perfection, le jardin oppose le droit à l'erreur; à la pensée unique le jardin oppose la diversité des méthodes et des moyens permettant de parvenir à un objectif; à l'individualisme le jardin oppose le partage, le don désintéressé, le travail en équipe...

Amélioration des ressources familiales

Sur toute une saison de jardinage, une famille peut économiser jusqu'à 250\$ de nourriture (équivalent épicerie traditionnelle et non épicerie biologique), moyennant quelques heures de jardinage par semaine. L'apprentissage d'une meilleure alimentation s'accompagne de celui d'une meilleure consommation : les dépenses de la famille vont s'orienter vers des aliments complémentaires à ceux produits dans le jardin plutôt que vers des aliments tout préparés.

Les économies réalisées donnent une marge de manoeuvre permettant d'accéder à des aliments de meilleure qualité.

Quand sécurité alimentaire rime avec préservation de l'environnement

En mai 2000, la ville de Toronto adoptait une charte de l'alimentation. L'argumentaire qui l'appuyait comprenait une importante dimension environnementale.

«Plus nous produirons nos aliments à l'intérieur de la zone du Grand Toronto et plus nous aurons des chances d'apprécier l'air pur et l'eau propre.

Puisque les plantes emmagasinent le dioxyde de carbone et rejettent de l'oxygène, les jardins participent à l'amélioration de la qualité de l'air. La production locale permet aussi de réduire la pollution due au transport. Les camions utilisent 10 fois plus d'énergie pour acheminer la nourriture dans les villes qu'il n'en faut pour faire pousser cette nourriture. En faisant pousser 10% de notre nourriture en ville nous pourrions réduire les émissions de gaz polluants de 37,9 milliers de tonnes par année. Permettant ainsi d'atteindre les engagements de Toronto visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et éviter ainsi des coûts environnementaux de 5 millions de \$.

Les plantes absorbent l'eau de pluie et permettent d'éviter à celle-ci de se retrouver dans les stations d'épuration, dont les opérations sont coûteuses.

Les jardins sur les toits permettent de collecter cette eau tout en réduisant les besoins en chauffage ou en climatisation. En installant des jardins sur 20% des bâtiments municipaux de Toronto, on obtiendrait 16 hectares d'espaces verts supplémentaires fournissant aliments, oxygène et un meilleur contrôle des eaux de pluie.

Toronto's Food Charter, May 2000

Consolidation de la cellule familiale

Dans une famille touchée par le chômage et l'exclusion, le père ou la mère qui rapporte des légumes qu'il ou elle a produits, se trouve valorisé aux yeux de ses proches. Conséquences : moins de conflits, plus de fierté.

Le jardinage est aussi une activité qui peut se pratiquer en famille.

Universalité et flexibilité

Moyennant quelques adaptations techniques et organisationnelles, le jardin s'adapte à un grand nombre de clientèles : enfants, adolescents, personnes âgées, personnes à mobilité réduite, déficients intellectuels...

Terrain d'apprentissage(s)

Le jardin est un lieu d'apprentissage et d'acquisition des connaissances : formation professionnelle (métiers de l'horticulture et de l'agriculture biologique et conventionnelle, de l'agro-alimentaire), éducation à l'environnement (fabrication de compost, biodiversité potagère...), alimentation et nutrition (utilisation des légumes, conserves, recettes de cuisine, reconnaissance des saveurs, plantes médicinales...).

Échanges interculturels

Tomates hongroises, choux chinois, okras jamaïcains, piments mexicains, maïs amérindien...dis moi ce que tu cultives, je te dirai d'où tu viens. Le jardin est un espace privilégié d'échanges interculturels où chacun y apporte un peu de sa culture et apprend de celles des autres.

Nouvelles solidarités

L'agriculture urbaine favorise la recherche et le développement de nouvelles formes de solidarité : prêts de terrains, systèmes d'échanges non monétaires de biens et de services, échanges ville-campagne...

Vie communautaire

Les jardins sont souvent au coeur de la vie communautaire d'un quartier, du fait de leur présence physique mais aussi en raison de l'attitude des jardiniers eux-mêmes. Une recherche de 1991 sur les jardins communautaires de Philadelphie montre que les jardiniers, sont plus enclins que le reste de la population à participer aux activités du quartier : séances de nettoyage du voisinage, concours d'embellissement, distribution d'aliments, soupers communautaires, événements sociaux...

Vie urbaine, vie de quartier

Le jardin est un élément du paysage urbain. C'est une zone d'activité en perpétuelle évolution, on y circule, on y passe, cette présence anime la ville et augmente la sécurité du voisinage.

Point de repère urbain, il participe au façonnement du caractère des quartiers. C'est aussi une zone de mémoire urbaine, où se transmettent année après année, les histoires, les anecdotes qui font la vie du quartier.

Implication politique et engagement citoyen

Le jardinage à vocation sociale est un bon déclencheur pour des personnes exclues, à une participation à la vie démocratique de la Cité : questions d'urbanisme et d'aménagement, de justice sociale, d'intolérance, de qualité de la nourriture, autant de thèmes plus ou moins directement liés à la vie du jardin et qui suscitent l'intérêt des participants.

Impacts environnementaux

Les jardins en tant qu'espaces verts, contribuent à l'absorption des rayons solaires responsables de l'effet de serre et du phénomène de smog dans les grandes villes. Ils contribuent aussi à la réduction de la température en ville. Ils retiennent les eaux pluviales et limitent les situations d'engorgement des systèmes d'évacuation et de traitement des eaux usées.

Installée de façon adéquate, le long des murs ou sur les toits, la végétation peut améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments (protection contre le vent en hiver, fraîcheur en été). La production locale d'aliments nécessite en moyenne 10 fois moins d'énergie que son acheminement de la campagne vers la ville.

Les jardins contribuent au maillage écologique des villes, c'est-à-dire à la connexion des différentes zones naturelles présentes en ville : boisés urbains, parcs, jardins privés, ruelles boisées... ainsi qu'à la pénétration et à la préservation d'une faune sauvage bénéfique (oiseaux, insectes pollinisateurs, batraciens...). Ils participent également à l'augmentation de la biomasse en milieu urbain. L'utilisation de variétés potagères anciennes permet de contribuer à la préservation de la biodiversité et du patrimoine végétal. Et bien sûr, le jardinage biologique contribue à la réduction des déversements de pesticides et d'engrais chimiques de synthèse dans l'environnement.

Des gestes plus grands que la panse

Une publication des Partenaires pour le développement de la sécurité alimentaire : Aliment'Action Saint-Michel, Bouffe-Action de Rosemont, Centraide, Comité de sécurité alimentaire de Lasalle, Club des consommateurs de Pointe-Saint-Charles, Conseil régional de développement de l'île de Montréal, Groupe-Ressources du Plateau Mont-Royal, Direction de la santé publique de Montréal-Centre, Table de concertation sur la faim et développement social, Université de Montréal et Ville de Montréal.

Coordination : Lise Bertrand

Direction de la santé publique
1301 Sherbrooke, Est, Montréal, H2L 1M3
Téléphone : (514) 528-2400, poste 3469
Courriel : lbertran@santepub-mtl.qc.ca

Responsables de la publication :

Lotfi Khiari, Colette LeBel et François Thérien.

Rédaction :

Jean-Marie Chapeau

Infographie : Manon Girard

Dépôt légal : 2^e trimestre 2001.

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

ISBN 2-89494-193-5

Numéro de convention : 1925784